



n° 2023-00804

Restriction(s) temporaire(s) de circulation sur la Route Départementale n° 4 entre les PR 25+800et PR 26+000 sur le territoire de la commune de Scionzier Canton de Cluses

DGA INFRASTRUCTURES ET MOBILITES Centre d'Exploitation des Routes Départementales de Scionzier 132 Clos de la Marinière - 74953 Scionzier

T / 04 50 33 41 55 - PR-CERD-Scionzier@hautesavoie.fr

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 3221-4,

Vu le Code de la route et notamment son livre IV,

Vu le Code de la voirie routière et notamment son article L131-3,

Vu le Code des relations entre le public et l'administration,

Vu l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié, Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental portant délégation de signature, en vigueur à la date du présent arrêté.

Vu la hiérarchisation du réseau routier départemental de la Haute-Savoie,

Vu la demande présentée par l'entreprise Alpes Ouvrages sous maîtrise d'œuvre du CERD de Scionzier en vue de réaliser des travaux de réparation d'un mur de soutènement sur la RD 4, entre les PR 25+800 et PR 26+000, sur le territoire de la commune de Scionzier.

Vu les modalités d'exploitation définies pour réaliser les travaux projetés,

Considérant la nécessité de réaliser les travaux évoqués supra,

Considérant qu'il convient d'exécuter ces travaux dans les meilleures conditions de sécurité pour les intervenants et les usagers de la route,

Considérant que dans ces conditions, il y a lieu de réglementer la circulation de tous les véhicules sur la RD 4, du PR 25+800 au PR 26+000, sur le territoire de la commune de Scionzier,

ARRÊTE

<u>Article 1 : Mesures temporaires générales</u>

La circulation de tous les véhicules sur la RD 4, du PR 25+800 au PR 26+000, est réglementée comme suit :

- Par alternat par signaux tricolores (KR11), 4 jours dans la période du 22/02/2023 au 03/03/2023 inclus, de 8h00 à 17h00, hors week-end

En cas de mauvaises conditions climatiques (épisode neigeux) et à la demande du gestionnaire de voirie le chantier sera interrompu pour permettre la libre circulation des véhicules et la mise en place des services de viabilité hivernale en toute sécurité.

Article 2 : Mesures temporaires complémentaires

- Restriction de vitesse : La vitesse de tous les véhicules est limitée à 50 km/h sur l'emprise du chantier.
- <u>Dépassement</u>: Les dépassements sont interdits sur toute la longueur du chantier et de part et d'autre sur une longueur de 200 mètres, quel que soit le nombre de voies laissées libres à la circulation.
- <u>Stationnement</u>: Pendant la durée des travaux, aucun stationnement n'est autorisé sur l'emprise de la zone de travaux et de part et d'autre sur une longueur de 200 mètres, à l'exception des véhicules affectés au chantier.
- <u>Prise en compte des cycles</u> : Le passage de cycles est autorisé sur l'emprise du chantier.
- <u>Prise en compte des piétons</u> : Le passage de piétons est autorisé sur l'emprise du chantier.
- <u>Transports Exceptionnels</u>: La continuité de passage des transports exceptionnels doit être maintenue durant toute la durée du chantier.

Article 3: Signalisation

La signalisation temporaire mise en place doit être conforme aux dispositions de réglementation de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière (IISR).

La signalisation et le balisage du chantier sont mis en place, entretenus et déposés par l'entreprise chargée des travaux.



Le contrôle de l'ensemble de la signalisation et du balisage est assuré par les services du Département.

Article 4: Intervenants

Le présent arrêté concerne les mesures temporaires de circulation sur la portion du RRD74 concernée par la réalisation des travaux visés supra.

Il s'applique notamment à tous les intervenants concernés par ce chantier.

Article 5: Information au gestionnaire de voirie

Le titulaire du présent arrêté est tenu d'informer par message électronique le gestionnaire de voirie départemental territorialement compétent, de la date effective de démarrage des travaux au moins 48 heures à l'avance.

Article 6: Recours

Les dispositions du présent arrêté peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Grenoble, ou par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 7: Exécution de l'arrêté

M. le Directeur Général des Services, M. le Chef de Corps commandant le groupement de Gendarmerie de la Haute-Savoie, et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est affiché sur le site www.inforoute74.fr et au droit du chantier.

Ayse, le 20 février 2023

Le Responsable du CERD

Olivier BOLLENS